



## PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES SITES DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS

### Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

#### Lieux d'exécution

Tourcoing

Arras

Numéro de procédure : **2026-MAPA-01**

#### Procédure adaptée

- Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)
- Articles L2113-12 à 2113-14 du code de la commande publique (marchés réservés)
- Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)

## ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 – Objet

Les stipulations du présent cahier des charges administratives particulières (CCAP) concernent les prestations d'entretien des espaces verts de l'URSSAF Nord Pas de Calais.

La description technique des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des charges techniques particulières (CCTP).

### 1.2 – Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- D'une part :

L'URSSAF Nord Pas de Calais, pouvoir adjudicateur, représentant le groupement de commande, désignée dans le présent accord cadre par l'expression « *URSSAF Nord Pas de Calais* » ou « *l'organisme* »

Et

- D'autre part : l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression « *le titulaire* ».

### 1.3 – Procédure – Forme du contrat

Le contrat conclu sera un accord cadre relatif à des services, à prix forfaitaires, passés en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique) et **L2113-12 à 2113-14 du code de la commande publique relatifs aux marchés réservés**.

L'exécution du contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures et Services Courants (CCAG-FCS), en vigueur, sauf dérogations mentionnées au CCAP
- Toute autre réglementation afférente à son objet

### 1.4 – Allotissement – Prestations et quantités

Le présent accord cadre est décomposé en deux lots, avec possibilité d'attribution en lots séparés. Toutefois, l'organisme se réserve la possibilité d'attribuer plusieurs ou l'ensemble des lots à un même titulaire.

- Lot n°1 : Site de Tourcoing
- Lot n°2 : Site d'Arras

N.B. - Les groupements sont autorisés, sous la réserve d'une exécution des prestations conformes aux cahiers des charges, et d'un interlocuteur unique responsable de celles-ci et du respect des prix acceptés

#### Quantités

L'accord cadre objet de la présente consultation sera exécuté au regard des quantités indiquées dans les documents particuliers de la consultation.

### 1.5 – Langue

Toute correspondance relative à l'exécution de l'accord cadre est rédigée en français.

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (à l'exception de l'annexe 1), l'ensemble daté et signé par les deux parties ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) en vigueur, sauf dérogations mentionnées à l'article final du présent document ;
- L'annexe 1 de l'Acte d'Engagement, datée et signée ;
- Tout autre élément de l'offre du titulaire (notamment conditions générales de vente).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Les documents originaux conservés dans les archives de l'URSSAF Nord Pas de Calais font seuls foi.

Dans le cas où le titulaire aurait joint à son offre des conditions générales de prestations, celles-ci ne s'appliquent que pour autant qu'elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par les documents de l'accord cadre et leurs annexes, et ne peuvent en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ces derniers qui seules font foi.

## ARTICLE 3 – DUREE – RECONDUCTION – COMMENCEMENT D'EXECUTION

### Durée initiale

Le présent accord cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa notification.

### Reconduction

A l'issue de cette période, il sera reconduit annuellement et tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 2 fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire l'accord cadre, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une télécopie ou d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

En tout état de cause, l'accord cadre ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 36 mois, toutes reconductions confondues.

## ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

### 4.1 – Prix

#### Etablissement des prix – Paiement

Les prix des contrats sont des prix révisables, unitaires et forfaitaires comprenant les prestations indiquées au CCTP.

Leur date d'établissement correspond au mois de la date où l'offre du titulaire a été remise à l'URSSAF Nord Pas De Calais (appelé mois « zéro » soit m0). Ces prix seront établis en Euros Hors Taxes (€ HT), franco de port pour les livrables.

Prix	Paiement – délai global de 30 jours	
Prestations à prix forfaitaires.	Trimestriel – paiement à terme échu.	Selon les conditions relatives aux délais de paiement définies aux articles R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.
Prestations à prix unitaires et à bons de commande (hors forfaits).	Paiement afférent aux quantités notifiées par bons de commande	

## **Contenu des prix**

Ces prix sont augmentés, le cas échéant et si applicable, de la TVA en vigueur au moment de l'exécution de l'accord cadre. Sans préjudice des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, ils comprennent tous les frais afférents :

- Aux prestations décrites dans l'accord cadre ou souscrites ultérieurement par avenant, dans le cadre de l'obligation de résultat ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant légalement ou obligatoirement les fournitures ;
- tous les frais afférents à la prestation, qu'il s'agisse du transport proprement dit, des frais de carburant ;
- tous les frais afférents aux frais d'assurances et frais de gestion ;
- tous les frais afférents à la manutention (chargement et déchargement) ;
- À tous frais de personnel exécutant (déplacement / repas / transport / logement / remplacement) ou sous traitant jusqu'à l'exécution conforme des prestations prévues au marché ;
- tous les frais afférent à la facturation.

Les prix sont exclusifs de tout autre émoluments et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations. Ne sauraient notamment justifier de supplément de prix :

- Toutes imprécisions, omissions, erreurs ou contradictions dans les documents de l'accord cadre ;
- Les découvertes faites pendant l'état des lieux initial mentionné au CCTP. Cet état des lieux ne constitue en effet qu'une synthèse de l'existant du site, dont le titulaire a déjà connaissance au moment du dépôt de son offre ;
- Les anomalies survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et ne présentant pas les caractères de la force majeure ou de l'imprévision, ainsi que les aléas donnant naissance à une interruption temporaire des prestations (sans bouleverser l'économie de l'accord cadre). Ces éléments sont déjà compris dans l'économie et les prix de l'accord cadre.

## **Révision des prix**

Afin que des nouveaux prix puissent s'appliquer, le titulaire doit adresser ceux-ci par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision à l'URSSAF Nord Pas de Calais ; après réception et sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent document, ces nouveaux prix seront considérés comme prix contractuels de référence dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre. A défaut, les prix utilisés jusqu'alors comme référence continueront de s'appliquer pour la nouvelle année d'exécution de celui-ci.

Les prix sont révisibles, annuellement, à la date anniversaire de l'accord cadre à compter du premier renouvellement. Ils ne peuvent faire l'objet d'une révision pendant la première année d'exécution de l'accord cadre.

Le prix forfaitaire ainsi que les prix unitaires seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times I_n / I_0$$

P : prix révisé

P<sub>0</sub> : prix initial

I<sub>n</sub> : valeur de l'index de référence du mois de révision (date anniversaire du marché)

I<sub>0</sub> : valeur de l'index de référence au « mois zéro » (mois d'établissement du marché)

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est le suivant :

Index divers de la construction – EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts Le calcul s'opère sur la base de la dernière valeur publiée au moment de l'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

Le titulaire apportera les éléments nécessaires à la justification de la révision de prix.

## **Clause de sauvegarde**

Avant révision, et suite à la demande de révision adressée par le titulaire, en cas de hausse constatée des prix supérieure à 5% par rapport aux prix précédents, l'organisme pourra rejeter ces nouveaux prix.

A compter de la date de notification de cette décision de rejet, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés afin de proposer une révision des prix dont le pourcentage est inférieur ou égal au pourcentage susmentionné. En cas de refus de celui-ci ou après expiration de ce délai sans réponse de sa part, l'organisme se réserve la possibilité de résilier l'accord cadre conformément aux dispositions de l'article 11 du présent document.

## 4.2 – Demandes de paiement et facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies par le titulaire, au compte ouvert au nom du prestataire, et transmises par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> et portant les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- L'intitulé précis des prestations réalisées ;
- le nom du TITULAIRE ;
- le montant total HT et TTC ;
- les taux et montants de TVA ;
- la date de la facture ;
- le cas échéant, la déduction des prestations sous-traitées (nature, quantités, montant) ;
- la date de facturation, l'identification du destinataire des factures.

La facturation électronique est régie par les articles D. 2192-1 à D. 2192-3 du code de la commande publique, et ses modalités techniques sont définies par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La Hotline de Chorus est joignable au n° 04.77.78.39.57 et est ouverte du lundi au vendredi de 9h à 19h (hors jours fériés) ou sur le site de chorus pro susvisé.

A défaut, les demandes et factures afférentes aux paiements seront établies en un original et deux copies au nom de l'Urssaf Nord pas de Calais, à l'adresse suivante :

**URSSAF Nord Pas de Calais**  
Service factures fournisseurs  
TSA 42101  
59049 LILLE CEDEX

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes : les nom et adresse du titulaire, ses numéros SIRET et de son compte bancaire, la nature des prestations exécutées, la période d'exécution objet de la demande de paiement, les montants totaux HT et TTC, ainsi que leurs éventuels décomptes, le taux et le montant de la TVA et toutes taxes applicables au moment de la facturation, la date de facturation, la référence de l'accord cadre.

## 4.3 – Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2, L2191-2 et R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

## 4.4 – Réfaction de prix

L'organisme pourra faire application des dispositions de l'article 30.3 du CCAG-FCS en cas de prestations admises en l'état sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord cadre.

Sans préjudice de l'application éventuelle de pénalités :

- En cas de non-respect des quantités de prestations prévues à l'accord cadre.
- En cas de défaut affectant la qualité des prestations, l'organisme pourra procéder de lui même au paiement de celles-ci au prorata des quantités réellement exécutées ou de la qualité réelle des prestations.

La preuve des quantités ou du défaut de qualité est apportée par l'organisme, par tous moyens.

S'il y a lieu, l'application de pénalités s'effectuera sur la base du montant recalculé au prorata des imperfections constatées par l'organisme. Dès lors, ce montant servira de base au pourcentage maximal des pénalités applicables.

## 4.5 – Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionné à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 4.6 – Cession et nantissement de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique. La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique est celle désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 5 – EXECUTION DU MARCHE**

### **5.1 Conformité à la réglementation**

En cas d'évolution de la réglementation relative à la fréquence ou au contenu des prestations prévues au présent accord cadre, une modification de contrat devra être signée par les parties et notifiée au titulaire. Ce dernier ne saurait refuser l'établissement d'un avenant pour ce motif.

### **5.2 Date de commencement d'exécution des prestations**

Les prestations débiteront à compter la notification de l'accord cadre.

### **5.3 Qualité des prestations – Obligation de résultats**

Le titulaire est tenu de garantir la pérennité de l'espace vert. De plus, la préservation de la qualité de l'environnement doit être une préoccupation constante dans les opérations d'entretien des espaces verts.

Le titulaire doit adopter les techniques et les produits qui participent à la qualité écologique de ces espaces.

Le titulaire est tenu de veiller à l'entretien de tout l'espace vert et à chaque ensemble ou essence le constituant. A charge pour le prestataire de service de s'organiser afin d'atteindre les objectifs fixés dans les cahiers des charges.

### **5.4 Lieux d'exécution**

Lot n°1	Site de Tourcoing- URSSAF Nord-Pas-De Calais	28 avenue de la Marne 59000 Tourcoing
Lot n°2	Site d'Arras- URSSAF Nord-Pas-De-Calais	13 boulevard Allende 62000 Arras

### **5.5 Personnel affecté**

Le titulaire devra avoir la capacité de fournir, à compter de la notification et dans un délai de 8 jours suite à la demande expresse des organismes, la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir dans les locaux.

Les personnes affectées à l'exécution des prestations devront être encadrées par un chef d'équipe. Ce dernier devra posséder un niveau minimum d'études équivalent à un BEP d'établissement horticole ou toutes références professionnelles et qualifications équivalentes. Il sera l'interlocuteur direct auprès de l'URSSAF du Nord Pas de Calais et sera présent à chaque réunion trimestrielle.

Le personnel devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et veiller à minimiser la gêne occasionnée par ses interventions à l'égard de toute personne présente sur le site.

**Le titulaire assurera le remplacement des employés affectés aux prestations pendant leurs périodes d'absence, notamment en cas de maladie ou de congés annuels. Le prestataire sera tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien en bon état des espaces verts.**

L'Administration peut à tout moment refuser l'accès des lieux et demander le remplacement immédiat du personnel.

En cas d'absence du chef d'équipe, l'organisme refusera le démarrage des interventions.

### **5.6 Conditions d'intervention**

Le prestataire devra fournir à son personnel un uniforme et un badge permettant son identification.

Le travail sera organisé selon un calendrier trimestriel, arrêté d'un commun accord entre le titulaire et le Pouvoir Adjudicateur. Le calendrier sera fourni tous les trimestres à l'administration, définira les travaux à réaliser, ainsi que les délais et les conditions d'exécution. Ce calendrier trimestriel est défini en concordance avec le calendrier annuel

de façon précise et détaillée. Les jours et heures d'interventions devront être respectés sauf dérogation faite par le Pouvoir Adjudicateur conformément à l'article 7 du présent cahier des charges adaptées.

Un cahier de liaison sera fourni par le titulaire dans lequel les remarques relatives à la qualité des prestations pourront être formulées.

Le titulaire s'engage à fournir tout le petit matériel, le matériel motorisé (tondeuse, débroussailleuse ou autre...), le carburant nécessaire à son fonctionnement, et à assurer l'entretien dudit matériel, afin que le personnel affecté à l'exécution des prestations travaille dans les meilleures conditions possibles. Le matériel fourni par le titulaire ne sera pas entreposé sur le site.

L'Urssaf Nord Pas De Calais se réserve le droit d'interdire tout matériel dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations aux bâtiments et aux installations.

Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du prestataire de service.

En outre, dans la mesure du possible, il devra éviter les appareils provoquant des nuisances sonores.

## 5.7 Conditions particulières

Les déchets provenant de la taille des arbres ou de la tonte du gazon, les feuilles mortes, les matériaux combustibles y compris les emballages en papier, carton, bois ou matière plastique, devront être évacués sans délai des lieux concernés, et au plus tard à la fin de chaque journée de travail.

Le titulaire procédera à cette évacuation par ses propres moyens vers la décharge appropriée.

La fourniture de l'eau, nécessaire à l'exécution des prestations, sera assurée gratuitement par l'URSSAF Nord Pas de Calais. En revanche, aucun équipement ne sera mis à disposition par l'organisme.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions et précautions pour ne pas laisser l'eau couler inutilement.

Le titulaire s'engage à ce que les produits proposés soient respectueux de l'environnement et répondent aux normes phytosanitaires.

## 5.8 Conditions d'inexécution des prestations

L'Urssaf Nord Pas De Calais se réserve le droit de refuser une intervention pour les raisons suivantes :

- réceptions ou autres
- travaux

Dans les deux cas susmentionnés, aucune majoration ou surcoût lié au déplacement ne pourra être facturé.

La prestation devra être effectuée par le titulaire de l'accord cadre après une nouvelle consultation de l'Urssaf Nord Pas De Calais, dans les délais requis.

## 5.10 – Intégralité des clauses

Le fait, pour le pouvoir adjudicateur, de ne pas se prévaloir d'un manquement à l'une de ses obligations contractuelles par le titulaire, ne saurait aucunement être interprété comme une renonciation définitive à l'obligation en cause.

## 5.11 Opération de vérifications – décisions après vérifications

Les opérations de vérification sont définies aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS. Les décisions après vérifications sont telles que définies à l'article 30 du CCAG-FCS. En cas de décision d'ajournement ou de rejet, les délais d'exécution du marché ne sont pas interrompus ou suspendus.

Le titulaire établit un calendrier annuel des prestations à réaliser sur l'année. Il indique toutes les interventions et les périodes prévisibles d'intervention.

Afin d'assurer le suivi du service, un rendez-vous trimestriel est prévu lors duquel les remarques et constats, des prestations effectuées, seront débattus.

Le titulaire devra être présent sous peine de sanction.

## 5.12 Intempéries

En cas d'intempéries rendant le travail impossible, constatées par l'URSSAF du Nord et l'URSSAF d'Arras Calais Douai, le titulaire peut remettre son exécution au 1<sup>er</sup> jour suivant le rétablissement des conditions optimales. Si nécessaire, ce jour est défini en accord avec les organismes.

## 5.13 Conformité aux règles et prescriptions en vigueur

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord cadre, aux prescriptions des normes françaises et européennes homologuées.

Les prestations seront exécutées et adaptées aux textes, aux normes et aux conditions de sécurité en vigueur en garantissant la protection du personnel et du public, et ce sous l'unique responsabilité du prestataire.

## 5.14 Ordres de service

Les ordres de service sont respectivement définis et régis par les articles 2 et 3.8 du CCAG-FCS. Ils peuvent être notifiés au titulaire par tous moyens permettant d'en attester la date de réception par le titulaire ou par courriel.

## 5.15 Modification et prestations complémentaires

Des prestations complémentaires de services, qui ne figurent pas initialement au présent contrat, pourront être conclues avec le titulaire dans les conditions et limites fixées par les articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique.

## 5.16 – Garanties légales et contractuelles

Ces garanties couvrent tous les frais détaillés à l'article 4.1 du présent document.

## 5.17 – Changement dans la situation du titulaire

Tout changement de raison, dénomination ou de siège social, de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'organisme et être appuyée, selon le cas, du nouveau RIB ou d'une copie certifiée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : cession, fusion, restructuration), le transfert de l'accord cadre serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement et après signature d'un avenant.

L'organisme est en droit de refuser le changement de titulaire :

- 1) Si elle estime que le nouveau titulaire ne présente pas les garanties professionnelles, techniques ou financières suffisantes pour exécuter l'accord cadre ou ;
- 2) Si ce dernier fait l'objet d'une exclusion visée aux articles L2141-1 à L2141-10 du code de la commande publique ou ;
- 3) Si ce dernier n'a pas produit les documents exigés à l'article R2144-2 du code de la commande publique, après expiration du délai imparti.

## ARTICLE 6 - PENALITES

Aucune pénalité ne sera appliquée en cas de retard imputable du seul fait de l'organisme ou de la force majeure (cf. article 7.3 du présent document).

L'ensemble des observations portées dans le carnet de liaison (visé aux CCTP), servira de base pour juger de l'exécution des prestations.

L'organisme, par dérogation aux articles 14 et suivants du CCAG-FCS, peut appliquer les pénalités suivantes :

<b>Pénalités pour retard d'intervention</b>	A défaut pour le titulaire d'avoir commencé les prestations d'entretien des espaces verts aux dates fixées par les ordres de service (s'agissant des demandes ponctuelles des organismes), une pénalité de 50 € HT par jour de retard d'intervention sera appliquée.
---	--

<b>Non remise des documents</b>	En cas de retard dans la remise des documents, notamment du planning d'intervention ou de la liste nominative du personnel, une pénalité de 30 € HT par jour de retard sera appliquée.
<b>Observations répétées sur le cahier de liaison</b>	La consignation sur un cahier de liaison, sur une période d'un trimestre, de plus de TROIS OBSERVATIONS portant sur la qualité des prestations, la mauvaise exécution ou l'exécution partielle des opérations d'entretien d'espace vert, dont le caractère fondé aura été validé par le responsable de l'accord cadre, donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 5% du montant trimestriel des prestations.
<b>Tâches planifiées</b>	<p>Tout retard dans l'exécution d'une tâche planifiée non justifié ou non autorisée par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à l'application de la pénalité suivante :</p> $P = V \times R / 200$ <p>P = pénalité V = terme trimestriel R = nombre de jours de retard (samedi, dimanche et jours fériés non comptés).</p>

Ces pénalités peuvent s'appliquer cumulativement, sans préjudice les unes des autres. Toutefois, le montant cumulé des pénalités ne pourra pas dépasser 50% du montant total HT (après application d'une éventuelle réfaction de prix) du prix des prestations ou du bon de commande concerné.

En cas d'annulation de commande par l'organisme, les pénalités pour retard s'appliquent à compter du 1<sup>e</sup> jour de retard jusqu'à la date de notification de l'annulation au titulaire.

Les pénalités sont calculées nettes de taxes et notifiées par l'envoi au titulaire d'un certificat de pénalités par lettre recommandée avec accusé de réception. Après décompte, elles sont déduites de la prochaine demande de paiement présentée par le titulaire à l'organisme.

Si aucune autre demande de paiement supplémentaire n'est présentée par le titulaire, ce dernier se verra notifier un ordre de recouvrement au profit de l'organisme, valant injonction de payer.

## **ARTICLE 7 – RESPONSABILITE – ASSURANCE – FORCE MAJEURE**

### **7.1 – Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable des conséquences de l'exécution, mais aussi de l'inexécution totale ou partielle de ses obligations. Il est tenu responsable des dommages qui en découlent, dans les conditions indiquées à l'article 8 du CCAG-FCS et au présent document.

Il est également responsable des matériels, véhicules et équipements dont il a la jouissance et qu'il a déposé à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux de l'organisme pendant l'exécution des prestations et qui seraient la cause d'un préjudice subit par ce dernier.

Le titulaire est également responsable des faits de tout personnel placé sous son autorité, directement (salariés) ou indirectement (sous traitants) agissant dans le cadre du marché.

L'organisme se réserve le droit d'exécuter lui-même ou de faire exécuter au débit du titulaire (après mise en demeure et présentation de la ou des factures afférentes) la réparation de ces dommages, sans préjudice des actions en responsabilités civiles et pénales pouvant être exercées à son encontre.

Les sommes notifiées au débit du titulaire ne sauraient faire l'objet d'une déduction des demandes de paiement afférentes au présent accord cadre.

### **Dégradations et vols au préjudice de l'organisme**

Le titulaire doit prendre toutes mesures pour que l'état des locaux, meubles, machines, matériels qui sont propriétés de l'organisme soient préservés et ne soient pas détériorés par les prestations.

En cas de dégradation de son fait, le titulaire devra informer l'organisme dans les conditions de l'article 5.3 du présent document. Le titulaire est tenu responsable du montant des détériorations ou des vols dus à une malveillance de son personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa police d'assurance responsabilité professionnelle (cf. article 8.2 du présent document).

## **Dégradations et vols au préjudice du titulaire**

Le titulaire doit prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter les dégradations et détournements de son propre matériel. En cas de matériels détériorés ou détournés appartenant au titulaire pendant l'exécution des prestations ne pourront être imputés à l'organisme, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. L'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert.
2. Les dégradations et détournements sont imputables aux agissements d'un préposé du titulaire ou d'une autre entreprise intervenante.
3. La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.
4. L'organisme s'est acquitté de ses obligations en matière de sécurité de son patrimoine immobilier (preuve apportée par tous moyens).

Les dégradations et détournements de matériels ou de fournitures trouvant leur cause dans les agissements directs d'un ou plusieurs préposés de l'organisme sont pris en charge par cet organisme.

## **7.2 – Obligation d'assurance**

Les dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS s'appliquent.

Les niveaux de garantie de la police d'assurance contractée par le titulaire doivent être suffisants afin de couvrir tout préjudice découlant de l'exécution de l'accord cadre.

Sans préjudice des dispositions susvisées, l'attestation d'assurance est ensuite à produire annuellement, à date anniversaire, dans un délai maximum d'un mois. Le titulaire doit prévenir l'organisme en cas de modification de la police d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la modification. A défaut de production de l'attestation ou de garantie suffisante, l'accord cadre pourra être résilié pour faute du titulaire, conformément à l'article 11.2 du présent document.

## **7.3 – Force majeure**

Le titulaire ne sera pas responsable de l'incidence de la force majeure sur l'exécution de ses obligations contractuelles. La force majeure s'entend comme tout événement extérieur, imprévisible, irrésistible et hors contrôle des parties. L'organisme s'engage à déclarer par écrit au titulaire tout sinistre, au plus tard dans les cinq jours calendaires qui suivent sa survenance.

## **ARTICLE 8 – CONFIDENTIALITE – SECURITE**

Le non-respect de l'une ou l'autre de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord cadre pour faute du titulaire, après mise en demeure préalable assortie d'un délai raisonnable (cf. article 11.2 du présent document).

## **8.1 – Obligation de confidentialité**

Les informations et renseignements fournis par l'organisme sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumis à la loi n°78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 06/08/2004, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels. L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'étend à tous les renseignements de quelle que nature que ce soit, à l'exclusion des informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils ont été portés à la connaissance du titulaire. Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne conserver aucune copie des documents et des fichiers informatiques remis par l'organisme, à l'issue de l'accord cadre ;
- Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques transmis par l'organisme à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du présent marché/accord cadre ;
- Ne pas communiquer les livrables réalisés, documents, informations et fichiers transmis par l'organisme à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître et qui auront été désignées par l'organisme au titulaire ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre de la procédure.

L'organisme se réserve le droit, dans le cadre de l'exécution, de procéder, à ses frais et risques, à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels.

## **8.2 – Obligation de sécurité**

### **Sécurité des personnes**

Le titulaire veille à l'application de toutes dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé des travailleurs pendant l'exécution des prestations. Cette obligation s'étend également aux sous traitants déclarés du titulaire, dont ce dernier est responsable.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toute règle relative à l'encadrement des prestations, afin de soustraire à sa responsabilité. En tout état de cause, le titulaire reste responsable des violations et infractions commises dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord cadre. Il informe ses sous traitants desdites règles, et reste responsable du respect de celles-ci.



Les prescriptions de l'organisme et de l'inspection du travail en la matière s'imposent à lui.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai d'exécution, indemnité, supplément de prix en arguant de la méconnaissance des règles précitées.

### **Sécurité des matériels et des locaux**

Les matériels utilisés par le titulaire ou mis à disposition par l'organisme doivent être maintenus en bon état de marche, utilisés conformément aux règles de sécurité en vigueur et satisfaire aux obligations de contrôle et vérifications imposés par la réglementation. L'organisme pourra exiger du titulaire, avant l'exécution des prestations, la présentation de tout document attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Conformément aux règles de sécurité en vigueur dans l'organisme, avant toute opération sur les armoires électriques et les installations visées au présent accord cadre, le personnel de l'entreprise devra prendre contact avec :

-  le Directeur du patrimoine, le responsable du département patrimoine et sécurités ou son représentant,
-  le responsable du service informatique ou son représentant.

Cette obligation est destinée à prémunir l'organisme contre coupure intempestive du système de production susceptible d'entraîner la perte d'informations.

Le titulaire devra par ailleurs obligatoirement être accompagné par un représentant de l'organisme pendant tous ses déplacements au sein de l'organisme.

Ces consignes sont rappelées dans un formulaire qui sera remis aux salariés du titulaire travaillant sur le chantier pour signature valant agrément ; le non-respect de ces consignes sera sanctionné de plein droit par l'application des pénalités prévues à l'article 7 du présent document.

### **Plan de prévention**

Les dispositions prévues par le décret n°2008-244 du 07/03/2008, incluses au code du travail, seront appliquées dans le cadre du présent accord cadre.

Conformément à ces dispositions, il est procédé, avant toute exécution de l'accord cadre, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition du titulaire et le cas échéant, de ses sous traitants.

Cette inspection a pour objet l'analyse en commun des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels de l'organisme, du titulaire et de ses éventuels sous traitants. A l'issue de cette inspection, lorsque les risques existent, un plan de prévention définissant les mesures devant être prises en vue de les prévenir est arrêté en commun et visé par l'organisme, le titulaire et ses éventuels sous traitants.

Des inspections communes supplémentaires pourront avoir lieu chaque année pour assurer la coordination des mesures de prévention, entraînant si nécessaire une mise à jour du plan de prévention.

L'organisme peut désigner, auprès de l'intervenant du titulaire, un agent qualifié chargé de transmettre toutes les informations et directives concernant les prescriptions d'hygiène, de sécurité et de premier secours, afin de permettre la réalisation et la mise à jour du plan de prévention, ainsi qu'un agent chargé de veiller au respect dudit plan au cours des interventions des personnels extérieurs.

## **ARTICLE 9 – SOUS TRAITANCE**

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 – RESILIATION**

Les principes généraux de la résiliation sont décrits à l'article 38 du CCAG-FCS. En tout état de cause, le titulaire ne peut procéder de lui-même et à son initiative à la résiliation de l'accord cadre. Celle ci prend effet à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire.

### **10.1 – Résiliation de plein droit**

Lorsque le titulaire est placé, du fait de la force majeure, dans une situation d'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord cadre, ce dernier peut être résilié de plein droit, unilatéralement et sans préavis par le pouvoir adjudicateur. L'indemnité de résiliation au bénéfice du titulaire est cependant due et telle que prévue par l'article 42 du CCAG-FCS ; sans préjudice des dispositions de cet article, elle ne comprend pas l'indemnisation du manque à gagner du titulaire.

L'organisme peut également résilier de plein droit et unilatéralement l'accord cadre, sans motif préalable d'impossibilité absolue d'exécution par le titulaire ou de force majeure. Dans ce cas :

- Un préavis peut être négocié librement entre les parties ; celui ci ne saurait toutefois être supérieur à un mois, à compter de la date de résiliation ;
- Le titulaire dont l'accord cadre a été résilié de cette manière bénéficie de l'indemnité prévue à l'article 42 du CCAG-FCS.

### **10.2 – Résiliation pour faute du titulaire**

La résiliation pour faute du titulaire obéit aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, avec possibilité d'exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 45 de ce même document. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité dans le cadre de la résiliation pour faute. Sans préjudice de l'article susvisé, cette résiliation pourra s'appliquer également :

- Dans les cas prévus par la réglementation applicable aux marchés publics.
- En cas de manquement d'une ou plusieurs des obligations prévues au présent accord cadre et après mise en demeure du titulaire par l'organisme.

Cette résiliation ne s'accompagne d'aucun préavis au bénéfice du titulaire.

### **10.3 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Elle obéit aux dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

### **10.4 – Résiliation pour dépassement de la clause de sauvegarde**

En cas de non-respect de la clause de sauvegarde prévue à l'article 4.1 du présent document, l'accord cadre pourra être résilié de plein droit et unilatéralement par l'organisme, dans les conditions de l'accord cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

### **10.5 – Résiliation à la demande du titulaire**

Sans préjudice des dispositions de l'article 40.1 du CCAG-FCS, l'accord cadre ouvre la faculté, pour le pouvoir adjudicateur, de prononcer une décision de résiliation à la demande du titulaire, si les motifs de la demande ne lui apparaissent pas incompatibles avec la satisfaction de ses besoins. En tout état de cause, l'acceptation du pouvoir adjudicateur est nécessaire pour prononcer la résiliation de l'accord cadre.

Celle-ci peut s'accompagner d'un préavis librement négocié entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, sans que ce dernier puisse pour autant prétendre à une quelconque indemnité.

### **10.6 – Autres cas de résiliation**

Les autres cas de résiliation de l'accord-cadre sont prévus par les articles 39.1, 39.2, 39.3 et 40.2 du CCAG-FCS. Toute résiliation prononcée sur le fondement de ces deux derniers articles n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 11– LITIGES – DROIT APPLICABLE**

Les prescriptions du CCAG-FCS s'appliquent en matière de différends.

Le présent accord cadre est soumis, pour tout litige relatif à la passation de sa procédure ou à son exécution, au droit français et à la juridiction territorialement compétente pour connaître des litiges relatifs aux marchés/accords-cadres de l'URSSAF Nord Pas de Calais, dans les conditions définies par l'ordonnance n°2009-515 du 07/05/2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, ainsi que par les décrets n°2009-1455 et n°2009-1456 du 27/11/2009.

## **ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

Le présent accord cadre déroge aux articles suivants du CCAG-FCS : 4.1, 14 et suivants.

### **Annexe 1 – Clause relative à la protection des données personnelles**

L'Urssaf Nord Pas-de-Calais située à Lille et représentée par sa Directrice,  
(ci-après, « **le responsable de traitement** ») d'une part,

ET

Le titulaire du présent contrat,  
(ci-après « **le Titulaire** »), d'autre part,

Les clauses de la présente annexe ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

#### **ARTICLE 1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT(S) DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : prestations d'entretien des espaces verts.

#### **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'URSSAF**

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités des traitements mentionnées à l'article précédent et qui lui sont sous-traitées. A ce titre, il s'abstient de tout usage de ces données à son profit ou au profit de tiers, y compris à des fins commerciales.

En outre, le Titulaire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel que sur la base et conformément aux instructions documentées de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais.

Dans l'hypothèse où le RGPD, le droit européen ou le droit français viendrait en contradiction avec les instructions de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ou ne permettrait pas au Titulaire de traiter les données à caractère personnel conformément auxdites instructions, le Titulaire devra en informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais sans délai, et avant de procéder à tout traitement. Dans un tel cas, le Titulaire s'engage à rencontrer à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais aux fins de trouver la solution la plus adaptée au regard de l'accord-cadre et des droits et libertés de la personne concernée.

Dans l'hypothèse où les données à caractère personnel doivent faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne ou à une organisation internationale en vertu du droit européen ou du droit français, le Titulaire doit informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

En dehors de cette hypothèse, le Titulaire s'engage à garantir, en cas de transfert en dehors de l'Union Européenne, un niveau de protection des données à caractère personnel équivalent à celui établi par l'Union Européenne.

Conformément au chapitre V du RGPD, cette obligation de garantie sera jugée comme respectée dès lors que (conditions alternatives) :

- Le transfert a lieu vers un pays tiers ou une organisation internationale qui est visé(e) par une décision d'adéquation de la Commission Européenne au sens de l'article 45 du RGPD ;
- A été conclu avec l'Urssaf Nord Pas-de-Calais préalablement à tout transfert de données un accord annexé au présent accord-cadre reprenant les clauses types de protection des données adoptées et/ou approuvées par la Commission Européenne.

En outre, le Titulaire se porte fort envers l'Urssaf Nord Pas-de-Calais du respect, par ses collaborateurs autorisés à traiter les données à caractère personnel, de la plus stricte confidentialité concernant les données à caractère personnel traitées en exécution du présent accord-cadre.

L'ensemble de ces informations sont considérées comme des Informations Confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » et sont couvertes par les droits et obligations qui y sont stipulés.

Le Titulaire garantit à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais qu'il a mis en place et maintient toutes les mesures nécessaires pour préserver et faire respecter par ses collaborateurs la confidentialité des données à caractère personnel.

Ainsi, le Titulaire ne doit rendre accessibles et consultables les données à caractère personnel qu'aux seuls collaborateurs du Titulaire dûment autorisés, en raison de leurs fonctions et qualités, pour traiter les données à caractère personnel dans la stricte limite de ce qui leur est nécessaire à l'accomplissement de leurs fonctions. Le Titulaire déclare avoir dûment formé le personnel concerné en matière de protection des données à caractère personnel. Le cas échéant, il s'engage à ne pas utiliser de données à caractère personnel pour les phases de développement et de test sauf cas exceptionnel dûment justifié auprès de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais et accepté formellement par cette dernière.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, application et/ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Dès l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le Titulaire doit communiquer à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données. En cas de changement, il s'engage à en informer l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans les meilleurs délais et lui transmettre la nouvelle identité et les nouvelles coordonnées du délégué à la protection des données.

Enfin, le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'URSSAF NORD PAS-DE-CALAIS VIS-A-VIS DU TITULAIRE**

L'Urssaf Nord Pas-de-Calais s'engage à, en sa qualité de responsable du traitement :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « description du traitement(s) des données à caractère personnel » ;
- Documenter par écrit les instructions concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

#### **ARTICLE 4 – ASSISTANCE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACOSS DE SES OBLIGATIONS**

Le Titulaire s'engage à apporter toute l'assistance nécessaire à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans le cas où l'Urssaf Nord Pas-de-Calais mène, pendant la durée de l'accord-cadre, une analyse d'impact relative à la protection des données à caractère personnel au sens de l'article 35 du Règlement.

Il apportera également assistance à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **ARTICLE 5 - SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire garantit à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

En sus des mesures de sécurité en place antérieurement à l'entrée en vigueur de l'accord-cadre, le Titulaire devra mettre en œuvre toutes les mesures demandées par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais, notamment :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Les Parties identifieront, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation.

#### **ARTICLE 6 - DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES**

Il appartient à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### **ARTICLE 7 - EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES**

Le Titulaire doit aider l'Urssaf Nord Pas-de-Calais à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique. [informatique-et-libertes.npdc@urssaf.fr](mailto:informatique-et-libertes.npdc@urssaf.fr)

#### **ARTICLE 8 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Titulaire notifie à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de douze (12) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais [informatique-et-libertes.npdc@urssaf.fr](mailto:informatique-et-libertes.npdc@urssaf.fr) et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Urssaf Nord Pas-de-Calais, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

#### **ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance envisagée par le Titulaire doit être effectuée dans les conditions de l'article « Sous-traitance » de l'accord-cadre.

En outre, dans cette hypothèse, le Titulaire s'engage à communiquer clairement les activités de traitement sous-traitées.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations de la présente annexe. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'Urssaf Nord Pas-de-Calais de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

#### **ARTICLE 10 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL EN FIN D'ACCORD-CADRE**

Au terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à :

Renvoyer toutes les données à caractère personnel à la personne désignée par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais dans un format standard et facilement exploitable.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **ARTICLE 11 - DOCUMENTATION ET AUDIT**

Le Titulaire met à la disposition de l'Urssaf Nord Pas-de-Calais la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Urssaf Nord Pas-de-Calais ou un autre auditeur qu'elle a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **ARTICLE 12 - MANQUEMENT DU TITULAIRE**

En cas de non-respect par le Titulaire des obligations visées à l'article 9 du présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales et administratives encourues, l'Urssaf Nord Pas-de-Calais pourra décider de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans ouvrir droit à indemnités, à quelque titre que ce soit.